

Productivité. De la croissance, des robots et des hommes...

Peut-on retrouver la croissance d'antan? L'automatisation pourrait engendrer des gains de productivité importants, propres à relancer la machine. Mais ils nécessitent des investissements élevés qui, dans la logique du capitalisme, doivent être rentables, et vite. Attention, casse sociale en vue!

La crise a non seulement fait chuter la production, mais semble peser durablement sur la croissance à venir: d'où le débat en cours chez les économistes sur la « stagnation séculaire ». Certains insistent sur le fait que des taux d'intérêt désormais proches de zéro rendraient la politique monétaire inopérante. Ils pointent le poids des dettes accumulées mais proposent des politiques de relance budgétaire qui sont en fait contradictoires avec la logique profonde du capitalisme.

« STAGNATION SÉCULAIRE » ?

D'autres, tel l'économiste américain Robert J. Gordon, soutiennent que les innovations « n'auront plus à l'avenir le même potentiel en termes de croissance ». Cette thèse a le mérite de poser la question du dynamisme du capitalisme, qui repose sur sa capacité à dégager des gains de productivité. Le graphique ci-dessous permet de retracer l'histoire des principaux pays capitalistes (États-Unis, Allemagne, France, Royaume-Uni): jusqu'au milieu des années 1980, le ralentissement des gains de productivité conduit à une baisse tendancielle du taux de profit. Durant la phase néolibérale qui suit, le capitalisme



ISSEI KATO / REUTERS

LE FLUX D'INNOVATIONS NE SEMBLE PAS TARIR, MAIS LE CAPITALISME PEINE DÉSORMAIS À LES INTÉGRER À SA LOGIQUE.

réussit la prouesse de rétablir le taux de profit malgré la stagnation puis le recul des gains de productivité. Mais ce fut au prix d'une baisse de la part des salaires et de la mise en œuvre de dispositifs qui ont conduit à la crise.

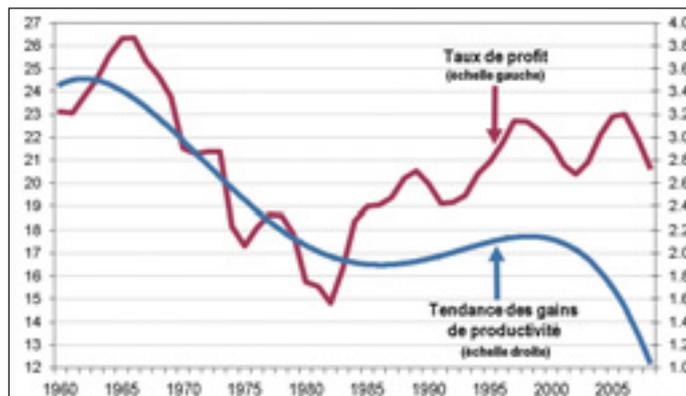
Le capitalisme est-il capable de dégager de nouveaux gains de productivité? Les « pessimistes », comme Gordon, s'opposent aux « techno-optimistes » qui misent sur la robotisation et les technologies: réseaux, économie collaborative, imprimantes 3D, Big Data. Certains vont jusqu'à pronostiquer la disparition potentielle d'un très grand nombre d'emplois. Aux États-Unis, 47 % des salariés seraient exposés à un risque élevé de voir leur poste de travail « informatisé ». La proportion serait de 42 % en France, et de 59 % en Allemagne.

La robotisation ou l'automatisation peuvent évidemment engendrer des gains de productivité dans

l'industrie et une partie des services. Mais on retrouve aujourd'hui le paradoxe signalé par Robert Solow (économiste américain, prix Nobel 1987): Lawrence Mishel, de l'Economic Policy Institute, note ainsi que « les robots sont partout dans les médias, mais ne semblent pas laisser d'empreinte dans les données (économiques, NDLR) ».

AUSTÉRITÉ, « UBÉRISATION »

Les innovations nécessitent en effet des investissements, et ceux-ci doivent garantir une rentabilité élevée. Or, la productivité du travail et les investissements en matériel informatique et en logiciels ralentissent, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe. Toute la question est de savoir si cette tendance est susceptible de se retourner et de soutenir une sortie de crise fondée sur les nouvelles technologies. Par ailleurs, il faut que les débouchés existent: qui va acheter les marchandises



produites par des robots? C'est peut-être la réponse au « paradoxe de Solow »: le flux des innovations technologiques ne semble pas se tarir, mais c'est la capacité du capitalisme à les incorporer à sa logique qui est en train de s'épuiser.

Les nouvelles technologies remettent en cause la cohérence des sociétés (chômage de masse, polarisation entre emplois qualifiés et petits boulots, etc.): d'un côté, les salariés mobilisables dans la guerre compétitive, de l'autre, les salariés (et les pays) low cost. Le vrai paradoxe est peut-être le suivant: si le ralentissement des gains de productivité continue, la préservation du taux de profit passera par encore plus d'austérité salariale et de précarité, et, en cas de rebond, les destructions d'emplois ou leur « ubérisation » conduiront aux mêmes effets.

Ce durcissement n'est pas l'effet de l'automatisation mais de son insertion dans la logique capitaliste. On pourrait répéter ce que disait Marx de la machine: « C'est comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie, et il le proclame hautement. » ★

MICHEL HUSSON

Pour lire la version longue de cet article: <http://hussonet.free.fr/stagna16.pdf>



Le PDG de Numericable-SFR, Patrick Drahi, a fait de la guerre avec ses fournisseurs une marque de fabrique.

DENIS ALLARD / REA

Scoop! Ce ne sont pas les charges qui tuent les PME...

Et « Challenges » redécouvrit la lune... L'hebdomadaire libéral publie une enquête fouillée sur l'un des pires fléaux des PME: l'allongement des délais de paiement des grands groupes. En payant leurs fournisseurs (souvent des petites entreprises) de plus en plus tard, les donneurs d'ordres plombent leur trésorerie. En principe, toute facture doit être réglée dans un délai maximal de 60 jours à compter de la date d'émission, mais les donneurs d'ordres jouent de leur position de force pour faire traîner les choses. À eux seuls, ces retards expliqueraient un quart des 60 000 faillites d'entreprises annuelles. « Challenges » donne la liste

des plus mauvais payeurs, parmi lesquels Numericable-SFR (dont le PDG, Patrick Drahi, a fait de la guerre avec ses fournisseurs une marque de fabrique), Bouygues Telecom ou Vinci. Bien sûr, tout cela est connu de longue date. Mais il est toujours amusant de voir « Challenges » s'emparer du sujet, au lieu de partir en guerre contre les « charges » sociales ou le Code du travail. Dans sa fougue, l'hebdomadaire va même jusqu'à donner la parole à un petit patron qui place, avec les délais de paiement, la faiblesse de la demande parmi les pires dangers. Encore un effort et « Challenges » militera pour la hausse du SMIC...

INDICATEURS

LE SMIC HORAIRE

9,67 euros horaire brut
6,41 euros en 2000
1 466,62 euros SMIC mensuel brut (35 heures)

LA HAUSSE DES PRIX

+ 0,2% pour un mois
+ 0,2% pour 12 mois

Indice INSEE
 Base 100 en 1998
 Décembre 2015: 127,95

DEMANDEURS D'EMPLOI

+ 0,1%
5 442 500 au total
2 726 200 femmes
782 500 – de 25 ans

Demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C (sans emploi du tout ou avec une activité réduite) en métropole

22,159 millions de chômeurs dans l'Union européenne (28 pays)



LE CHIFFRE

23 milliards d'euros

C'est, selon le groupe, l'excédent commercial apporté en 2014 par Airbus dans les chiffres du commerce extérieur de la France, contre 10 milliards en 2011. Airbus a notamment livré, depuis Toulouse, 321 appareils en 2014, pour 25 milliards d'euros. Ces succès n'ont pas empêché le déficit commercial du pays de passer de 52 à 54 milliards d'euros entre 2011 et 2014 et ce malgré une facture énergétique allégée par la chute des cours du pétrole. Un « champion » ne fait pas le beau temps.

JASON LEE / REUTERS